

Le sénateur MacKenzie: Le ministre nous dirait-il un mot du sucre? Si je ne me trompe, les Antilles aimeraient beaucoup que nous leur achetions de plus grandes quantités de sucre; certains de nos producteurs et de nos fabricants semblent éprouver certaines difficultés à ce sujet.

Le sénateur Thorvaldson: Avant que vous parliez du sucre, puis-je poser une autre question au sujet du blé?

Le président: Ce sera une question complémentaire.

Le sénateur Thorvaldson: Au sujet du marché de deux millions de tonnes avec la Chine (il s'agit de 60 millions de boisseaux, si je ne me trompe), sur quelle période de temps environ...

M. Winters: Trois ans.

Le sénateur Thorvaldson: ...vous attendez-vous que seront faites ces exportations?

M. Winters: Il y a deux millions de tonnes qui sont maintenant en voie d'expédition, qui seront pour une bonne part expédiées cette année.

Le sénateur Thorvaldson: Autrement dit, d'ici un an, cette quantité sera sur le marché?

M. Winters: Oui, elle sera de nouveau sur le marché. L'accord porte sur trois ans et nous en sommes à la deuxième année de cet accord. L'an prochain, les négociations seront ouvertes et j'espère que nous aurons encore nos débouchés.

Le président: Le sénateur MacKenzie a posé une question au sujet du sucre.

M. Winters: Oui. C'est une question difficile qui se pose entre nous et les pays des Antilles. Le prix du sucre est avili, il est de beaucoup inférieur au prix de production de la région des Caraïbes.

Le sénateur MacKenzie: Serait-ce parce que le marché est encombré?

M. Winters: C'est en partie parce que le marché mondial est encombré; mais c'est aussi parce que les moyens de production sont très inefficaces. C'est une production à petite échelle, qui tient surtout à la main-d'œuvre. On n'a pas réussi à mécaniser la production, parce que c'est une question qui intéresse les gouvernements. Le seul recours, c'est que ces pays ont passé des contrats avec

le Royaume-Uni et les États-Unis qui leur permettent de vendre leur sucre à des prix supérieurs au prix du marché mondial. Nos raffineries paient le prix du marché mondial. Comme moyen d'alléger la situation jusqu'à ce que nous puissions en venir à l'accord mondial que nous visons en ce qui a trait au sucre, nous sommes convenus de payer, *ex gratia*, 29c. le quintal, soit la différence que représente le tarif de préférence. Voilà ce que nous faisons, car nous ne pouvons procéder de façon plus directe. Nous procédons ainsi au sujet d'un certain contingent relatif à la quantité moyenne de sucre que nous avons acheté des Antilles anglaises depuis trois ans, peut-être cinq ans. Sauf erreur, il s'agit d'environ 200,000 tonnes. Nous sommes en train de calculer ce que nous avons finalement acheté de ces pays en 1967 et nous allons payer à leurs gouvernements 29c. le quintal, ce qui revient à environ \$5.80 la tonne; même si cela ne satisfait pas leurs besoins, c'est une aide importante. La recette totale des ventes au Canada, y compris la bonification, sera d'environ \$26.

Le sénateur Rattenbury: Quelles sont vos relations avec ces pays?

M. Winters: Le Royaume-Uni a conclu une entente avec ces pays et il paie un prix plus élevé. Le prix que payent les États-Unis est en fonction du prix de la betterave à sucre dans ce pays. Il est bien difficile de demander aux raffineries canadiennes de payer davantage pour le sucre des Antilles à un moment où elles peuvent faire leurs achats en Russie, en Afrique du Sud ou à Cuba, où la production est fortement mécanisée et le prix de revient peu élevé. Nous cherchons des débouchés extérieurs pour notre confiserie, pour notre production secondaire; la situation n'est pas bien précise.

Le sénateur MacKenzie: Que dire de nos propres producteurs?

M. Winters: Nos producteurs! Une délégation doit se présenter cet après-midi. Elle vient de Chatham nous implorer de faire quelque chose au sujet de la fermeture de l'usine de transformation de betterave à sucre que la *Canada & Dominion Sugar Company* exploite à cet endroit et qui, ne faisant plus de profits, a décidé de fermer son entreprise.

Le sénateur MacKenzie: La situation est-elle la même en Alberta au sujet du raffinage du sucre?